



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAXAM France

Forêt d'Autun
79390 Thénésay

Références : VAT20260104 et 2026/176
Code AIOT : 0010005409

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement MAXAM France implanté La Bouchardière RD146 41300 La Ferté-Imbault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'un exercice PPI organisé par la préfecture de Loir-et-Cher. L'exercice était commun avec le site voisin KNDS Ammo France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM France
- La Bouchardière RD146 41300 La Ferté-Imbault
- Code AIOT : 0010005409

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement MAXAM FRANCE de La Ferté-Imbault est spécialisé dans le stockage de produits explosifs civils pour les mines et carrières et le BTP.

Les activités de l'établissement MAXAM sur la commune de La Ferté-Imbault sont réglementées par les prescriptions des actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral du 1er août 2001 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage et de fabrication d'explosifs ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er août 2001 instituant des servitudes d'utilité publique ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2003 actant le transfert du siège social ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2008 prescrivant des mesures de réduction des risques ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2012 imposant des prescriptions complémentaires ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2019 portant prescriptions relatives aux modifications des conditions d'exploitation des installations ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2023 prescrivant des mesures complémentaires (ressources en eau d'incendie et confinement des eaux d'extinction) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2024 portant modification des conditions d'exploitation.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour la rubrique 4220-1.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.515-100	Sans objet
2	POI	Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.515-100	Sans objet
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 point 1	Sans objet
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 point 2	Sans objet
5	Système d'alerte des populations	Arrêté Préfectoral du 01/08/2001, article 3.5.12.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence de mise à jour du POI
Prescription contrôlée : [...] Le plan est "mis à jour à des intervalles n'excédant pas 3 ans" [...].
Constats : La version à jour du POI de l'établissement est la version 7.2 du 09/01/2026. Les versions antérieures sont datées des 23/11/2019 (version 6.0), 04/05/2021 (version 7.0) et 17/09/2025 (version 7.1). La version du 09/01/2026 intègre en particulier une mise à jour du protocole de prélèvements environnementaux. La version à jour du POI date de moins de 3 ans. Cependant, la fréquence de mise à jour n'a pas été respectée entre les versions du 04/05/2021 et 17/09/2025, puisque plus de 4 années se sont écoulées entre ces 2 versions. Ce constat est cependant à atténuer du fait qu'aucun produit explosif n'a été stocké sur le site pendant plusieurs années (les visites de l'inspection des installations classées des 17/06/2021 et 28/09/2022 avaient mis en avant l'absence de produits pyrotechniques sur le site), l'exploitant ayant déclaré en juin 2023 une reprise de l'activité de stockage de produits pyrotechniques (artifices de divertissement stockés pour les festivités du 14 juillet). La fréquence de mise à jour du POI est respectée depuis juin 2023 où l'activité de stockage de produits pyrotechniques a à nouveau été exercée très ponctuellement sur le site. Lors des inspections du 17/05/2024 et 30/04/2025 aucun stockage de produits pyrotechniques n'était en effet présent sur le site. Pas d'écart constaté dans la situation particulière de l'activité de stockage du site depuis 2021. La visite circonstanciée du 12/03/2026 ayant permis de constater une reprise, a priori pérenne, de l'activité de stockage de produits pyrotechniques sur le site, la fréquence maximale de mise à jour du POI fixée à 3 ans devra être rigoureusement respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/03/2026, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence des exercices POI
Prescription contrôlée : [...] Le plan est testé à des intervalles n'excédant pas 1 an [...].
Constats : Comme exposé dans le point de contrôle ci-dessus, après une période d'inactivité d'au moins 2 années (2021 et 2022) pour le stockage de produits pyrotechniques, une reprise d'activité ponctuelle pour le stockage d'artifices de divertissement a été réalisée en juin 2023.

<p>Suite à cette reprise un exercice POI a été conduit le 30 juin 2023. Le compte-rendu de cet exercice en date du 18/07/2023 a été communiqué à l'inspection des installations classées. En 2024 et 2025 (Cf point de contrôle ci-dessus) aucun stockage de produits pyrotechniques n'était présent sur le site et, dans ces conditions, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice POI. Le dernier exercice POI a été réalisé le 12/03/2026 dans le cadre de l'exercice PPI mis en œuvre par la préfecture de Loir-et-Cher.</p> <p>La fréquence annuelle de test du POI n'as pas été respectée par l'exploitant ces dernières années du fait de l'absence d'une activité de stockage pérenne de produits pyrotechniques sur le site. Pour le stockage temporaire de juin 2023 un exercice a cependant été réalisé et le retour depuis début 2026 à une activité de stockage, a priori pérenne, a conduit au déclenchement du POI le 12/03/2026 dans le cadre de l'exercice PPI.</p> <p>Dans cette situation particulière du site aucun écart n'est relevé.</p> <p>L'attention de l'exploitant est toutefois attirée sur le fait que la fréquence des exercices POI devra dorénavant être au minimum annuelle du fait de la reprise d'activité de stockage du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 point 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat détaillé des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>En complément de l'état synthétique des matières pyrotechniques stockées (Cf point de contrôle</p>

<p>ci-dessous), l'exploitant dispose, par bâtiment, d'un état détaillé des matières pyrotechniques stockées.</p> <p>Pour chaque référence de produit les données suivantes sont renseignées : description du produit avec sa désignation commerciale, unité de mesure utilisée pour quantifier chaque produit (kg), quantité présente en matière active nette et quantité présente en équivalent TNT.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour à chaque livraison / expédition de produits. Il est accessible depuis un site de partage interne à l'entreprise ou directement au format papier sur le site de stockage.</p> <p>Dans la version à jour du POI l'état des stocks est visé, en particulier au travers de la fiche réflexe du DOI (Directeur des Opérations Internes) qui est chargé de le récupérer au format papier ou numérique et de communiquer verbalement au services d'intervention les quantités de matières dangereuses potentiellement impliquées dans le déclenchement du POI.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 point 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées pour le public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :[...]</p> <p>2.Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'exercice PPI réalisé le 12 mars 2026 l'exploitant a produit un état synthétique des matières et substance stockées. Cet état a été communiqué lors de l'exercice.</p> <p>Il se présente sous la forme d'un tableau disposant de 7 colonnes. Chaque colonne donne respectivement les informations suivantes : Rubrique ICPE concernée, nature de l'activité (par exemple stockage d'explosifs), localisation (n°du bâtiment), famille d'appartenance suivant la mention de danger, la quantité autorisée (en kg), les quantités présentes en kg de matière active pour les substances pyrotechniques, et les quantités présentes en kg équivalent TNT également pour les substances pyrotechniques.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Système d'alerte des populations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2001, article 3.5.12.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sirène PPI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système d'alerte des populations comprises dans les 5 zones définies à l'article 3.5.5 du présent arrêté est mis en place en cas de danger.</p>

Pour ce faire, l'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher.

Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle par l'exploitant, sur ordre du Préfet. Elles doivent être secourues par un circuit indépendant et pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale.

Les sirènes ainsi que les signaux d'alerte et de fin d'alerte doivent répondre aux caractéristiques techniques définies par le décret du 11 mai 1990 - n°90 394 relatif au code d'alerte national [...].

Art 3.5.5

" L'étude des dangers rédigée par l'exploitant fait apparaître cinq zones (de Z1 à Z5) où les effets d'un éventuel accident peuvent survenir.

Ces zones sont définies comme suit :

Z1 : de 57 à 141 m

Z2 : de 91 à 225 m

Z3 : de 171 à 422 m

Z4 : de 251 à 619 m

Z5 : de 502 à 1238 m "

Constats :

Une sirène destinée à alerter les populations (sirène PPI) est en place sur le toit du château d'eau.

Lors de l'exercice PPI du 12 mars 2026 la sirène a été activée depuis les locaux de l'entreprise sur le site (signaux de début et de fin d'alerte).

Les signaux de début et de fin d'alerte qui sont conformes au code d'alerte nationale ont été entendus jusqu'au site voisin (KNDS Ammo France) distant de plusieurs kilomètres à l'Est (l'exercice PPI du 12 mars 2026 étant commun avec le site voisin KNDS, un inspecteur présent sur ce site a confirmé avoir entendu les signaux d'alerte émis depuis le site MAXAM France).

Le fonctionnement de la sirène en cas de coupure de l'alimentation électrique du site n'a pas été abordé lors de l'exercice.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite